



Résolution du Conseil du PSE # Une Europe Progressiste / Renouveau

Adoptée au Conseil du PSE du 1^{er} décembre 2017 à Lisbonne.

Le futur de l'Union européenne sera déterminé par une séquence de décisions cruciales de l'année à venir. Nous, socialistes et sociaux-démocrates devons mener les forces progressistes avec une vision et une feuille de route claires pour relever les défis à venir avec des solutions européennes plus fortes qui répondent aux inquiétudes des citoyens telles que les conditions de travail et d'existence, les inégalités sociales, le changement climatique et la sécurité. Les forces conservatrices et néo-libérales ont mené l'UE au bord de la fragmentation et du déclin, alimentant de nouvelles forces populistes, nationalistes et xénophobes qui réclament un retour aux frontières nationales et aux solutions autocentrées au nom de la protection du peuple.

Les différences entre la gauche et la droite sur l'avenir de l'Europe sont plus importantes que jamais. C'est pourquoi les partis progressistes doivent travailler ensemble. Cela a fonctionné dans le passé et cela fonctionne aujourd'hui au Portugal.

C'est pourquoi nous sommes heureux d'être accueillis à Lisbonne par le gouvernement du Premier ministre Costa, pour ce Conseil du Parti Socialiste Européen, à un moment critique pour l'Europe et pour notre famille politique.

Notre continent est plongé dans une période d'incertitude profonde et de polarisation croissante, avec une scène politique de plus en plus fragmentée. Les citoyens revendiquent une meilleure qualité de vie et plus de protections, en termes de sécurité, d'emploi ou de droits sociaux. Nous avons toujours défendu et promu ces objectifs. Le PSE a été en première ligne de la lutte pour les traduire en actions concrètes en Europe. Par le passé, notre famille politique a été celle qui a lutté pour mettre les forces du marché sous contrôle et pour organiser des États-providence efficaces. Nous sommes fiers de cette lutte et nous devons la poursuivre dans nos villes, régions, pays et en Europe. Nos valeurs de progrès, de justice sociale, de liberté, d'égalité et de solidarité sont les bases de notre engagement et la garantie d'un avenir meilleur pour tous. Ces dernières années, nous, les socialistes, avons lutté contre les effets dévastateurs des politiques d'austérité libérales. Toutefois, les effets sociaux de la crise ont éveillé le nationalisme qui menace non seulement le progrès social, mais également l'existence même du projet européen. Nous voulons mettre fin à la montée du populisme, du nationalisme et de l'extrémisme dans nos pays en traitant le mal à la racine.

Nous sommes ici aujourd'hui pour réaffirmer que le débat sur l'avenir de l'Europe est fondamental, et que nous sommes prêts à y jouer un rôle central. Afin de répondre aux défis actuels de notre continent - dans une perspective de long terme - nous avons lancé une importante réflexion au sein du Groupe de Travail de Haut Niveau du PSE sur l'avenir de l'Europe. Il est essentiel pour notre famille politique d'accepter nos valeurs traditionnelles et nos réussites passées pour les appliquer au monde d'aujourd'hui et de demain pour le bien-être des citoyens européens. Une Union européenne progressiste est une nécessité absolue pour assurer la protection de tous dans un monde globalisé. Nous voulons que l'UE soit un allié pour ses citoyens et ses États membres. En tant que PSE, avec nos premiers ministres et dirigeants, nos parlementaires, nos maires et élus locaux, nos partenaires de la société civile et des syndicats, nous voulons un renouveau progressif pour l'Europe qui apporte :

1. Des emplois et une protection sociale forte, pour tous

Pour nous, cela signifie en premier lieu que tout le monde en Europe doit bénéficier de salaires décentes et de conditions de travail décentes et jouir d'un équilibre décent entre la vie professionnelle et la vie privée, y compris le droit de se déconnecter. Par conséquent, l'Europe doit définir des règles communes pour des conditions de travail décentes, la santé et la sécurité au travail, avec des contrats appropriés et un accès réel à la protection sociale dans toutes les formes d'emploi. Il reste beaucoup à faire pour combler les différences entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest et pour harmoniser les conditions de travail à travers l'UE afin de promouvoir de meilleures normes sociales. Notre objectif primordial est de favoriser la cohésion économique, sociale et territoriale en relançant une véritable convergence sociale et économique.

Nous voulons proposer un Pacte de Solidarité pour l'Europe. Pour améliorer la vie des citoyens et stimuler notre économie, il est essentiel d'obtenir des augmentations de salaire plus rapides. Pour que tout le monde puisse bénéficier d'un niveau de vie décent, nous fixerons fermement dans la gouvernance économique de l'UE l'objectif d'un salaire minimum au-dessus du seuil de la pauvreté dans toute l'Europe, qu'il soit établi par la législation ou la négociation collective. Nous voulons forcer toutes les entreprises à respecter leurs obligations vis-à-vis de leurs employés et à contribuer à la hauteur de leurs moyens à la société, ainsi qu'empêcher toute forme de dumping social et fiscal, qu'il soit d'origine géographique, numérique ou autre. Nous voulons interdire « le contrat zéro heure » sur notre continent. Nous voulons la mise en œuvre effective de règles équitables pour la mobilité des travailleurs, avec le soutien d'une Autorité Européenne du Travail dotée de réels pouvoirs de contrôle et d'application de la loi. Cela doit respecter les pratiques nationales et le rôle des partenaires sociaux dans chacun des États membres. Nous demeurons engagés en faveur de notre Plan Européen pour la Jeunesse. La Garantie Européenne pour la Jeunesse doit être étendue et renforcée avec des fonds supplémentaires à partir de 2020, afin d'assurer sa mise en œuvre homogène dans tous les États membres ainsi que l'égalité des chances pour tous les jeunes. Notre plan consiste à offrir à tous les jeunes Européens un accès à l'éducation, et un programme Erasmus étendu qui n'exclue personne à cause de leur situation économique ou de leurs ressources, et un accès à la culture avec les Chèques Culture Européens, une initiative émanant de notre famille. Notre plan soutient une Garantie Européenne pour les Enfants afin de garantir à tous les enfants un accès universel à des soins médicaux de qualité, à la garderie, à l'éducation, à un logement décent et à alimentation suffisante.

Nous voulons apporter aussi des soins abordables pour tous, une éducation de qualité et la formation tout au long de la vie. Ce qui signifie assurer le suivi de la proclamation du Socle des Droits Sociaux, lors du Sommet Social de Göteborg accueilli par le gouvernement suédois dirigé par le SAP, par la mise en place d'un Plan d'Action Sociale complet donnant au Socle les moyens de réaliser ses ambitions. L'essor du numérique nous met au défi de repenser l'avenir de la protection du travail, du travail lui-même et de l'éducation. Nous voulons nous battre pour l'égalité dans le monde numérique, en particulier grâce à la neutralité du Net. Cela signifie garantir des syndicats forts avec des conventions collectives fortes en tant que pilier central de nos sociétés. Cela signifie promouvoir des services publics de grande qualité qui garantissent un accès effectif au logement social, la santé publique, l'accès à temps à des soins de prévention et de traitement de qualité et aux services essentiels. Parce que tout le monde doit être protégé contre les aléas de la vie, des filets de sécurité robustes garantissant sécurité du revenu et protection de la santé doivent être fournis à tous.

2. Développement économique équitable et prospérité pour tous.

Cela exige de nous que nous construisions des économies durables, promouvions l'égalité et apportions la stabilité et la prospérité à tous. C'est pourquoi nous avons longtemps lutté pour renverser l'approche néo-libérale consistant à réduire les dépenses et à démanteler les droits

sociaux sous le prétexte que ces mesures sont nécessaires pour créer de la croissance. Nous devons renverser l'austérité et montrer clairement que « la théorie du ruissellement » ne fonctionne tout simplement pas parce qu'elle n'apporte la prospérité qu'à quelques-uns tout en appauvrissant le plus grand nombre et nuit à la viabilité de nos États-providence, et qu'elle menace son propre avenir. Notre projet, c'est investir pour une meilleure qualité de vie pour tous. Cela signifie donner la priorité à la croissance économique, l'emploi et les investissements, tant publics que privés. Cela signifie que le droit européen doit veiller à ce que ni les libertés économiques fondamentales ni les règles de concurrence ne l'emportent sur les droits sociaux fondamentaux, qui doivent être consacrés comme des valeurs essentielles dans les traités de l'UE. Cela signifie que la prospérité découlant de la mondialisation et du commerce doit être partagée d'une manière plus équitable. Cela signifie une Union Economique et Monétaire et une zone euro de plus grande efficacité, inclusives et démocratiques, qui favorisent la solidarité.

Pendant trop longtemps, les règles budgétaires européennes ont été interprétées d'une manière restrictive, entravant la capacité d'investissement et de développement des pays, et sapant les droits sociaux. Ces règles fiscales ne correspondent plus aux besoins actuels de nos sociétés. Elles doivent être révisées afin de promouvoir et d'encourager la flexibilité fiscale et un investissement accru dans le développement durable. Nous avons besoin d'une application plus simple et plus transparente afin d'assurer la pérennité, la prévisibilité et l'égalité de traitement des budgets en parallèle avec la prospérité de nos sociétés-

Nous devons aussi durcir les règles sur la fraude et l'évasion fiscale. Les «Paradise Papers» publiés par l'ICIJ sont un rappel de plus de l'urgence de demande de suppression des trous de la raquette fiscale et de la lutte contre la fraude fiscale, l'évasion fiscale et les paradis fiscaux. Nous ne pouvons pas accepter que l'espace européen soit abusé par des personnes morales et des entreprises, numériques ou non, qui évitent de payer leurs impôts. La transparence fiscale est la clé. Chaque année, 1 000 milliards d'euros sont perdus en raison de la fraude fiscale et de l'évasion fiscale. Chaque euro qui est dû et non payé est un euro qui est volé aux travailleurs, aux chômeurs, aux malades. Les bénéficiaires devraient être imposés là où ils sont générés. C'est pourquoi nous soutenons la coordination des politiques fiscales avec la mise en place d'une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés, incluant l'imposition des géants du numérique au moyen de la taxe dite GAFA (Google/Amazon/Facebook/Apple). Pour assurer l'étanchéité du filet fiscal, nous devons également créer un accord fiscal multilatéral pour l'échange automatique d'informations fiscales, imposant une obligation de déclaration à toutes les institutions financières, fiduciaires et fondations dans l'UE, et à leurs bénéficiaires finaux. Nous devons intensifier les déclarations publiques pays par pays; développer des sanctions plus sévères pour les banques, les personnes morales et les particuliers qui aident à la fraude ou à l'évasion fiscale; établir une liste noire des paradis fiscaux, une liste de juridictions non coopératives; et offrir une protection complète aux lanceurs d'alerte. Nous soutenons également la mise en œuvre de la Taxe sur les Transactions Financières afin que le secteur financier contribue à la hauteur de ses moyens à la société

Le PSE demande de donner à l'Union européenne les moyens de protéger ses citoyens contre les crises financières et économiques. Nous compléterons l'Union bancaire pour assurer que l'épargne populaire soit en sécurité dans les banques. Nous mettrons en place de plus grandes garanties financières - qui permettront à l'Union de protéger nos banques et nos économies en cas de chocs financiers.

Les pays de la zone euro doivent promouvoir plus de mesures et de mécanismes de solidarité, ainsi qu'un budget de la zone euro qui poursuivra simultanément des objectifs économiques et sociaux pour une convergence vers le haut. Ces étapes doivent mener vers la transformation du Mécanisme Européen de Stabilité en un Fonds Monétaire Européen (FME) qui servira le double objectif de promouvoir la stabilité et la solidarité, sur la base de politiques favorables à la croissance, intégrant la dimension sociale et soumis à la méthode communautaire.

Le PSE vise à instaurer une responsabilité démocratique complète dans la prise de décision économique européenne et dans le fonctionnement de la zone euro. Tous ces changements et leurs processus législatifs doivent pleinement impliquer le Parlement européen en tant qu'unique institution européenne directement élue, en lui conférant des pouvoirs de codécision. Le rôle des parlements nationaux devrait également être renforcé pour assurer l'appropriation des réformes. L'Eurogroupe en particulier ne peut demeurer une institution informelle hors contrôle parlementaire. Il doit être doté d'un président permanent, un ministre européen des Finances, qui soit également membre de la Commission européenne et entièrement responsable devant le Parlement européen.

Nous luttons contre les inégalités qui persistent entre et à l'intérieur des régions. Nous insistons sur le fait que la politique de cohésion et de convergence est un pilier central du projet européen. En tant que telle, elle doit rester une priorité en termes de moyens financiers dans le prochain CFP après 2020, ce qui signifie qu'elle doit être pourvue d'au moins la même part de budget que celle qu'elle a dans le budget actuel. Elle doit rester une politique qui couvre tous les pays et régions de l'UE, les plus riches et les plus pauvres, tout en donnant la priorité aux régions et aux personnes qui en ont le plus besoin. – Pour pouvoir continuer avec une politique de cohésion et de convergence efficace, et plus généralement des politiques européennes efficaces, il est vital que l'UE soit dotée d'un budget accru, adapté à ses ambitions. L'établissement du budget de l'UE n'est pas un exercice technique, mais celui de l'identification de priorités politiques claires. Afin de promouvoir une meilleure stabilité et cohérence budgétaire à long terme, nous devons réduire la part des contributions des États membres au budget de l'UE, qui doivent être remplacées et consolidées avec des sources de financement directes (dites « ressources propres »).

3. Des démocraties dynamiques, pleinement égalitaires et exemptes de discrimination

Le PSE poursuivra sa lutte pour construire des sociétés plurielles, ouvertes et exemptes de discrimination, où la diversité est respectée et célébrée, où les droits et les devoirs sont les mêmes pour tous. Nous croyons en une coopération étroite entre les peuples, les régions et les pays, et nous sommes alarmés par la résurgence des tendances séparatistes et nationalistes en Europe. L'Europe a besoin de plus de solidarité, et non de plus de frontières. Nous nous luttons également pour des sociétés dans lesquelles les données personnelles de chaque citoyen européen sont protégées, les géants numériques contrôlés de manière stricte. Cela signifie le renforcement de la démocratie européenne, principe essentiel pour notre famille politique. Nous voulons renforcer les processus permettant la participation des citoyens à la prise de décision citoyenne à tous les niveaux. Nous devons accroître notre engagement auprès de nos citoyens et de la société civile, et renforcer les mécanismes qui protègent l'État de droit. Ceci est encore plus important dans les périodes où l'État de droit est déstabilisé, où le désenchantement des citoyens pour la politique augmente, où la désinformation et les fausses nouvelles sont une réalité et où le respect des droits et libertés fondamentaux des citoyens est menacé. Nous restons déterminés à donner au Parlement européen et aux parlements nationaux un rôle fondamental dans toutes les décisions politiques et dans la lutte contre les violations de l'état de droit.

Le PSE travaillera avec tous ses membres pour faire des élections européennes de 2019 une réussite. Nous restons déterminés à présenter notre propre candidat commun (« Spitzenkandidat »), comme notre famille politique l'avait déjà proposé avant les élections européennes de 2014, au poste de président de la Commission européenne, dont la sélection en interne se fera en vertu d'un processus participatif, ouvert et transparent. Le Spitzenkandidat de la famille politique qui est en mesure de former une coalition majoritaire au Parlement européen devrait devenir le prochain président de la Commission européenne, sur une feuille de route politique commune. Afin d'encore renforcer la dimension européenne de ces élections, nous voulons examiner les moyens d'introduire des listes électorales pan-européennes, qui pourraient se baser, au moins en partie, sur les sièges vacants des 73 euro députés britanniques après le Brexit. Afin de concrétiser la citoyenneté européenne, nous voulons donner la possibilité aux citoyens de l'UE de

voter là où ils vivent à toutes les élections (régionales et nationales). En outre, nous voulons construire de nouvelles alliances avec les forces progressistes et vertes sur les sujets où nos visions se rejoignent.

Dans la société actuelle, la discrimination de genre est inacceptable. Il est nécessaire de promouvoir une stratégie pour l'égalité entre les hommes et les femmes pour l'UE à laquelle toutes les institutions de l'UE et les États membres doivent s'engager. Cela signifie lutter afin de réduire l'écart de rémunération entre hommes et femmes de 2 % chaque année, avec des mécanismes efficaces tels que les Audits de l'Écart Salarial, dans le respect des pratiques de conventions collectives nationales. Cela signifie également l'élaboration d'une stratégie globale de l'UE pour mettre fin à l'écart de pension entre les hommes et les femmes, qui se situe actuellement autour de 40% dans l'UE. Cela signifie faire pression sur tous les pays, dans l'UE et au-delà, afin de ratifier et d'appliquer la Convention d'Istanbul de lutte contre la violence de genre, qui continue d'affecter une femme sur trois dans le monde.

Cela signifie demander un paquet équilibre vie-travail plus ambitieux pour assurer des congés de maternité, de paternité, parentales et de prise en charge à la fois équilibrés et flexibles, ainsi que des services de garde des enfants et des autres personnes dépendantes (p. ex., soins aux personnes âgées) qui soient de haute qualité et abordables. C'est la seule façon de promouvoir et de garantir effectivement des droits égaux pour l'accès et la contribution des femmes au marché du travail, et pour la participation égale du père à la vie de la famille. Cela signifie la promotion sans relâche de la santé sexuelle et les droits génésiques, y compris l'accès à un avortement sûr et légal pour toutes les femmes dans toute l'UE.

Cela signifie mettre fin une fois pour toutes au fléau du harcèlement sexuel et de la violence sexiste, qui a coûté la vie à des milliers de femmes chaque année dans le monde entier. Nous prôtons la tolérance zéro vis-à-vis des agresseurs, et des politiques publiques préventives disposant de ressources suffisantes pour la lutte contre ce problème, ainsi que pour protéger les victimes. Pour atteindre ces objectifs, l'intégration de la dimension de genre dans toutes les politiques est plus que cruciale. Chaque étape du processus d'élaboration des politiques doit tenir compte de la représentation et de la répartition homme - femme, et présenter la dimension sexospécifique des contenus. Lutter contre le trafic sexuel des femmes et des filles, mettre fin à ce marché lucratif, doit être une priorité européenne.

De plus, la lutte pour la reconnaissance des mêmes droits aux personnes LGBTI dans tous les aspects de la vie économique, sociale et privée est une priorité pour nous. Cela signifie construire une Europe où l'égalité et la non-discrimination sont soutenues par l'adoption d'une législation complète en matière d'égalité dans tous les domaines de la vie, où l'identité de genre doit figurer explicitement dans tous les instruments pertinents de l'UE. Cela implique également - à l'échelle de l'UE- qu'une législation sur les crimes de haine doit être élaborée, un traitement égal dans l'application du principe de la liberté de circulation des familles LGBTI, et le respect total du droit fondamental de se marier et de fonder une famille.

4. Des sociétés vertes, sûres et solidaires

Notre famille politique doit être la championne d'une transition énergétique équitable et protéger le droit des européens à vivre dans un environnement sain et durable. Le réchauffement climatique et toutes ses conséquences, menacent le bien-être et les modes de vie de millions de personnes en Europe et dans le monde entier. Malgré le consensus général sur la menace du changement climatique, l'extrême droite et la majorité des partis de droite bloquent toutes les mesures visant à progresser sur ce dossier. Pour les socialistes et progressistes, il n'y a qu'un seul moyen : L'Europe doit être plus écologique et plus durable. L'Accord de Paris, obtenu à l'initiative du précédent gouvernement socialiste en France, est notre ligne directrice pour lutter contre le changement climatique et nous sommes bien conscients qu'il reste beaucoup à faire aux différents niveaux

européen, national, régional et local pour pouvoir atteindre les objectifs de Paris de limiter le réchauffement climatique bien en-dessous de 2° C. Conformément aux 21 propositions progressistes pour la COP 21, auxquels nous avons souscrit ensemble le 21 octobre 2015 à Paris, nous réitérons notre appel à l'introduction d'un système européen de taxation du carbone qui fixe un prix par tonne du carbone supérieur à 50 € d'ici 2020 et à 100 € par tonne d'ici 2030. Nous voulons que l'UE fixe un objectif formel et contraignant pour « décarboner » complètement et équitablement son économie d'ici le milieu du siècle, avec une stratégie claire en ce qui concerne les transitions économiques, sociales et environnementales nécessaires, y compris un Fonds de Transition Équitable pour les régions qui en ont le plus besoin. Dans le cadre adéquat, ce défi gigantesque peut aussi être la source d'un grand nombre d'emplois et d'opportunités d'activités nouveaux et de qualité dans l'économie verte. Investir dans le déploiement d'une énergie propre et dans des mesures d'efficacité énergétique, est crucial pour créer un avenir durable. Dans une transition équitable, nous ferons de l'action climatique un agenda pour la justice sociale et la modernisation de notre tissu industriel.

À un autre niveau, l'Europe fait face à une nouvelle menace qui semblait jusqu'à présent en voie de disparition. Le radicalisme et l'extrémisme sont responsables des attaques terroristes dans différentes villes de notre continent. Ces menaces sont réelles et peuvent être mieux affrontées en intensifiant la coopération entre États membres et les services de maintien de l'ordre de l'UE, ainsi qu'avec nos partenaires internationaux. Parmi les différentes initiatives en faveur d'une approche européenne plus intégrée, le PSE s'accorde pour lancer une réflexion sur la création d'un Bureau Européen du Renseignement et d'Investigation, habilité à enquêter et à poursuivre en justice les infractions connexes au terrorisme et les crimes transnationaux.

Le PSE souligne que ces efforts doivent aller de pair avec la défense des libertés et des droits fondamentaux, qui sont également des conditions préalables à une sécurité véritable, durable et équitable. Des mesures coercitives sont nécessaires, mais elles ne présentent qu'un aspect de l'équation et doivent être complétées par des programmes et des politiques efficaces visant à prévenir et à combattre l'extrémisme et la radicalisation violents et à renforcer l'intégration sociale par des politiques éducatives et de solidarité sociale.

5. Une Europe qui projette une vision partagée et une action commune dans le monde

L'UE est confrontée à de multiples défis qui affectent la stabilité mondiale et qui ne peuvent être résolus qu'avec une politique globale d'action extérieure et de long terme. Le processus d'élargissement représente un investissement stratégique pour la paix, la démocratie, la prospérité, la sécurité et la stabilité en Europe, ce qui implique que l'UE doit continuer à soutenir la perspective européenne des pays candidats et promouvoir des réformes économiques et sociales pour améliorer la résilience de la région et ainsi assurer la sécurité même de l'Europe. L'UE doit assumer une plus grande responsabilité pour sa sécurité et sa défense, au nom d'une meilleure protection de ses citoyens et de ses intérêts, et pour une influence plus forte dans le monde, en exploitant son grand potentiel pour relever les défis mondiaux et façonner les normes mondiales dans une direction progressiste. Cela implique d'assumer plus de responsabilité pour l'évolution de la situation dans le voisinage de l'UE, au vu de l'impact des guerres, des conflits, de la mauvaise gouvernance, de la pauvreté et du changement climatique en dehors de l'UE. Le principal défi pour l'Union européenne est en Afrique et dans le bassin méditerranéen. C'est la relation de l'UE avec l'Afrique qui décidera de l'avenir de notre continent: non seulement en termes d'immigration mais également de développement, de commerce, et d'énergie. C'est pourquoi le PSE soutient la proposition du gouvernement italien, dirigé par des forces progressistes, connue sous le nom de « Migration Compact ». La coopération, le développement, la sécurité, la gestion des migrations dépendront de la capacité de l'Union européenne et de ses États membres à avoir une approche globale de ces défis. Les réfugiés et les demandeurs d'asile demandent de l'aide. Malgré quelques échecs à répondre correctement à ces défis, les États membres doivent améliorer leurs réponses et se

montrer solidaires avec les pays qui accueillent le plus grand nombre de réfugiés, ainsi qu'avec les demandeurs d'asile eux-mêmes, et initier une réforme saine, effective et solidaire du système de Dublin. Il est essentiel d'avoir une stratégie européenne qui traite les causes profondes de la migration avec des partenariats de développement solides et la promotion des droits de l'homme universels et du droit international, en particulier avec les pays du continent africain et du Moyen-Orient. Cette stratégie doit permettre de canaliser les flux migratoires d'une manière contrôlée grâce à des contrôles efficaces aux frontières, ainsi qu'à la mise en place de nouvelles procédures juridiques plus sûres pour les migrants et les réfugiés. Nous insistons en particulier sur la protection intégrale des mineurs non accompagnés. Nous reconnaissons les défis uniques auxquels les réfugiés et demandeurs d'asile LGBTI sont confrontés et voulons voir des mesures prises pour y répondre dans les politiques d'asile de l'UE, des États membres et d'autres pays européens. Il est également important d'y inclure la dimension de genre d'une manière claire en raison des risques accrus de violence basée sur le genre, ainsi que de fournir une assistance psychologique aux réfugiés. L'Europe doit respecter ses obligations internationales en matière d'asile, promouvoir une migration bien gérée et travailler pour des sociétés harmonieuses grâce à des politiques d'intégration efficaces.

L'UE doit jouer un rôle fort et clair dans l'ordre mondial, avec des objectifs spécifiques, des outils innovants et de nouveaux alliés qui dépassent les objectifs traditionnels. Les États membres doivent augmenter leur contribution financière aux projets européens de défense, sans que cela soit fait aux dépens d'autres projets, tels que le budget jeunesse, les politiques de cohésion et d'emploi. C'est pourquoi nous soutenons également la Stratégie Globale de l'Union Européenne présentée par le Haut Représentant des Affaires Étrangères et de la Sécurité, et pourquoi nous soutenons le développement d'une politique ambitieuse et harmonieuse de défense européenne, la coopération structurée (PESCO), le renforcement du Quartier général européen et le renforcement de notre défense. Nous continuerons à promouvoir la paix, la démocratie, les droits de l'homme, la coopération régionale, l'État de droit, la mise en œuvre des objectifs de développement durable et de l'Accord de Paris en ce qui concerne le changement climatique, en Europe et dans le monde. Nous croyons que le multilatéralisme est le meilleur moyen pour assurer une gouvernance mondiale équitable. Nous sommes convaincus que notre avenir est lié à l'avenir du reste du monde, notamment grâce à notre partenariat renouvelé avec l'Afrique et le Moyen-Orient qui vise à soutenir un développement social équitable dans ce continent en évolution rapide, et à considérer l'Amérique latine comme partenaire et allié stratégique pour faire face aux défis mondiaux communs. Le commerce est un instrument important pour promouvoir notre économie et nos valeurs. C'est pourquoi nous voulons nous assurer que les valeurs et les principes sociaux et environnementaux de l'UE façonnent la mondialisation, et c'est pourquoi nous croyons que les droits de l'homme et la justice sociale doivent être au cœur de toutes les politiques extérieures de l'UE, y compris la politique commerciale. Le libre-échange a joué historiquement un rôle important dans la création de la croissance et de la prospérité sur le continent européen et représente une partie importante de la coopération de l'UE. Aujourd'hui, les accords commerciaux entre l'Europe et les pays tiers doivent assurer la croissance et le bien-être entre les partenaires commerciaux, tout en augmentant la protection des consommateurs, des normes du travail et environnementale. Les accords commerciaux doivent être plus transparents et responsables afin de pouvoir évaluer leur impact réel sur l'économie, l'environnement et les conditions de vie. Les négociations devraient être ouvertes à la consultation démocratique des syndicats et de la société civile, afin d'assurer que les changements nécessaires soient introduits pour répondre aux préoccupations existantes (services publics, normes sociales et environnementales, protection des investissements). Les socialistes et les démocrates devraient déclencher le lancement d'un programme équitable et progressiste en ce qui concerne les accords commerciaux à échelle mondiale.

6. Renouveler nos politiques et notre famille social-démocrate

En tant que sociaux-démocrates, socialistes et progressistes, nous avons réalisé d'importants progrès en faveur de plus d'égalité, de l'innovation économique et de la démocratie en Europe et dans les États membres de l'UE ces dernières années. Nous voulons bâtir sur ces succès avec des politiques progressistes dans l'intérêt du peuple. Partout où nous assumons la responsabilité politique - dans l'UE, dans les États membres de l'UE, les régions, nos municipalités - nous nous engageons à atteindre cet objectif. Toutefois, dans certains États membres de l'UE, notre famille social-démocrate a dû accepter un certain nombre de pertes électorales douloureuses, ce qui rend impossible le fait de simplement continuer sur la même voie. En s'appuyant sur nos valeurs, notre coopération au sein du Parti Socialiste Européen et sur les succès déjà obtenus, nous nous sommes engagés à travailler pour un renouveau progressif de nos politiques et de notre famille social-démocrate.

Pour y parvenir, nous devons aborder les questions clés de l'avenir de manière plus fondamentale qu'il est possible dans la politique au jour le jour. Hormis l'avenir de l'UE elle-même, il s'agit de s'interroger sur la transformation du progrès technologique (notamment à travers l'informatique) en progrès social, sur le renforcement de la solidarité sociale et la démocratie en ces temps de changement rapide, ainsi que sur la manière dont nous pouvons apporter une réponse humaine et réaliste aux défis de l'asile et de la migration. Afin de stimuler le débat sur ces thèmes et ces questions, un Groupe de Haut Niveau du PSE sur le Renouveau doit être créé.

En plus de ce débat programmatique, nous continuerons également à renforcer structurellement le PSE en tant qu'espace pour notre coopération politique - au niveau des chefs d'État et des ministres, des partis et organisations membres du PSE, à travers le partenariat avec le groupe S&D et la FEPS, ainsi que l'échange et l'intégration des militants du PSE et des membres de nos partis. En particulier, nous avons défini comme objectif de faire du PSE le parti européen le plus progressiste dans la sphère numérique en renforçant l'interconnexion et l'échange via les médias sociaux, ou en créant de nouvelles formes de participation numérique aux débats politiques. Nous demandons également à la Présidence du PSE de lancer un débat sur les possibilités d'introduire des doubles appartenances au sein du PSE et des partis membres du PSE.

La présidence du PSE est chargée d'initier ce processus de renouvellement de nos politiques et de notre famille social-démocrate, en étroite coordination avec les partis et organisations membres du PSE, et de faire participer les militants du PSE, les membres du parti ainsi que nos partenaires sociaux. L'objectif de ce processus est de développer les premières propositions et conclusions jusqu'au prochain Congrès PES dans l'année à venir.

Ensemble, nous pouvons concrétiser notre vision progressiste pour un avenir européen plus radieux. Un avenir qui combine à la fois le progrès social, le développement économique et la pérennité environnementale, tels que définis dans les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies. Un avenir axé sur la solidarité et la justice sociale, un avenir où nos sociétés seront équitables et pérennes, un avenir où nos enfants grandiront dans un environnement sain, un avenir où nos sociétés respecteront les droits des citoyens et libérées des discriminations fondée sur le genre, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle, ou toute autre forme.

En tant que membres du Parti Socialiste Européen, nous sommes prêts à renouveler la politique de l'UE et à réaliser ces priorités. En tant que socialistes et sociaux-démocrates, nous sommes prêts à concrétiser nos idéaux en une réalité tangible pour tous !